

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
Unité – Dignité – Travail

---



Discours  
de Monsieur Thierry KAMACH, Ministre Centrafricain  
de l'Environnement et du Développement Durable

A

L'Occasion de la Sixième Assemblée du Fonds pour  
l'Environnement Mondial

---

DA NANG – Vietnam, 27 Juin 2018  
15H35'

Monsieur le Président ;

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil du FEM ;

Madame la Directrice Générale et Présidente du Fonds ;

Mesdames, Messieurs les Membres du Secrétariat du FEM ;

Mesdames, Messieurs les Membres du bureau d'évaluation des performances du FEM ;

Mesdames, Messieurs les Ministres chers collègues ;

Mesdames et Messieurs les Délégués.

Tout d'abord Permettez-moi, de vous transmettre, au nom du Président de la République, Chef de l'Etat, le Professeur **Faustin Archange TOUADERA**, au nom du Premier Ministre Chef du Gouvernement, **Simplice Mathieu SARANDJI** et en mon nom propre, les salutations du Peuple Centrafricain qui continue à pleurer ses morts ; à pleurer son Environnement détruit depuis près d'une décennie par une crise dont la Communauté Internationale est en train de l'aider à y trouver de solutions durables.

Monsieur le Président, nous tenons aussi, ma Délégation et moi, à remercier le peuple Vietnamien et la Municipalité de DA NANG, de l'accueil fraternel qui nous a été réservé depuis notre arrivée à Hô-chi-Min ville.

Mesdames et Messieurs, nous nous sommes retrouvés aujourd'hui à DA NANG, à l'occasion de la Sixième (6ème) Assemblée du Fonds pour l'Environnement Mondial pour réfléchir, discuter, échanger afin d'aider à résoudre les problèmes environnementaux les plus urgents de notre planète.

Monsieur le Président, Madame la Directrice générale et Président, Il est à noter que la République Centrafricaine, est sortie en 2016 de l'un des conflits les plus tragiques qu'elle n'ait connu et que Les conflits à répétition ont fragilisé totalement tous les mécanismes du développement Durable c'est-à-dire, toutes les couches sociales, économiques et environnementales. Cependant, Le processus de consolidation de la paix ainsi que celle de la reconstruction et du développement progressent de façon régulière dans le pays.

Mesdames et Messieurs La gestion efficace des ressources naturelles est une composante clef pour tout processus de consolidation de la paix dans notre pays. Elle devra s'accompagner d'une coopération régionale durable sur l'environnement, étant donné que celui-ci, partage une quantité importante de ses ressources avec les pays voisins. Aussi, l'économie de la RCA ne se repose presque entièrement sur l'extraction et l'utilisation souvent mal gérées et

incontrôlées des ressources naturelles. Cela s'est traduit, par des dégradations environnementales avec les trois conséquences les plus visibles que sont la déforestation, l'extinction d'espèces, la dégradation des terres et les pollutions aux sources diverses.

Problème qui a été aggravé, par la dégradation des institutions de l'État ainsi que la croissance et la prédominance de l'économie informelle. Au vu de cette dynamique, il sera crucial de renforcer la gouvernance environnementale du pays pour préserver le patrimoine naturel de la RCA, la stabilité sociale et la croissance économique, conformément aux principes de l'agenda 2030.

Monsieur le Président, madame la Directrice Générale du Fonds, c'est dans ce contexte que le gouvernement de la RCA par ma voix sollicite en haut de cette tribune, un effort additionnel et appuyé du FEM pour l'aider avec plus de Programmes de Micro Financements (PMF/FEM) afin d'entreprendre une Évaluation environnementale post-conflit de l'ensemble du pays. Cette évaluation couvrira tout le pays et aura pour but d'identifier les défis environnementaux actuels afin de saisir les occasions qu'offre la reconstruction post-conflit pour intégrer stratégiquement et adapter le concept « d'économie verte » dans les plans de reconstruction, d'investissement et de développement de mon pays.

La République Centrafricaine, Monsieur le Président, Madame la Directrice Générale, tient par la même occasion d'alerter la communauté internationale et le FEM en particulier sur les conditions de fragilité, de violence et de conflit, qu'elle traverse et qui concerne aussi plus largement la sous-région. Elle sollicite donc certaines modalités d'intervention ou une coordination particulière des différentes opportunités offertes par le FEM (allocations STAR, produits chimiques, programme des petits fonds, renforcement des capacités des structures du FEM dans le pays etc...).

Ce seraient ces modalités particulières d'intervention que nous sollicitons du FEM avec bien évidemment priorité à celles relatives au partenariat public-privé (PPP).

Pour finir, je tiens à renouveler au FEM ma profonde gratitude pour l'appui apporté à travers le cycle GEF 6 dans mon pays et souhaiterais d'avantage d'appui pour le GEF 7 compte tenu des conditions exceptionnelles de mon pays énoncées plus haut.

Bon vent pour un Environnement Global sain et bon vent aux travaux de notre Assemblée.

**Je vous remercie**